

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MADLINE YVES SA

ZI la Crochère
BP 315
61100 Flers

Références : 2025-88
Code AIOT : 0005302333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement MADLINE YVES SA implanté ZI la Crochère BP 315 61100 Flers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre d'une investigation menée conjointement par l'OFB et la DREAL pour déterminer l'origine d'une pollution acide dans le cours de la Vère et le cours d'eau de la Lande blanche ayant engendré une mortalité piscicole de grande ampleur.

La DREAL a profité du passage sur site pour vérifier le respect de la mise en demeure du 19 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MADELINE YVES SA
- ZI la Crochère BP 315 61100 Flers
- Code AIOT : 0005302333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site est le transit, regroupement et tri de déchets dangereux et de déchets liquides, en vue de leur élimination par d'autres entreprises.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 5.3	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 1	Sans objet
5	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 3	Sans objet
6	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection réalisée, il a été constaté que la pollution observée était directement liée à l'activité du site. Plus précisément, la pollution fait suite à une collecte et au stockage de déchets d'acide fluorhydrique sur le site. La citerne contenant ces déchets a été nettoyée sur un second site de l'exploitant, dont l'installation non adaptée à cet usage, entraînant ainsi une pollution des

sols et des eaux environnantes.

L'exploitant a reconnu que cette pollution était le résultat d'une erreur humaine et a indiqué que les citernes sont habituellement nettoyées sur le site ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement). Cependant, il est important de souligner que ce site n'est pas autorisé à pratiquer le nettoyage de citernes et de conteneurs. En conséquence, l'exploitant est mis en demeure de régulariser la situation administrative du site afin de se conformer aux réglementations en vigueur.

Par ailleurs, il a été relevé que les déchets d'acide ne sont pas stockés dans des conditions conformes à l'arrêté préfectoral. Il est donc impératif que ces déchets soient placés dans une zone de rétention adaptée.

Concernant la mise en demeure du 19 septembre 2024, l'exploitant a entrepris des actions nécessaires pour lever les points de non-conformité. Toutefois, l'inspection souhaite procéder à une vérification supplémentaire afin de s'assurer que la pratique de nettoyage des conteneurs ne présente pas de risque supplémentaire pour les eaux souterraines. Cette évaluation sera réalisée avant de statuer sur la nécessité de mettre en place une surveillance accrue des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.
Constats : Le 27 mai 2025, une pollution a été constatée dans le cours d'eau situé immédiatement en aval du site, entraînant une importante mortalité piscicole. À la suite des premières investigations, la société MADELINE a été suspectée d'en être à l'origine. Les éléments recueillis lors de la visite laissent penser que le scénario le plus probable serait le suivant : après la collecte d'acide fluorhydrique effectuée le jour même, les déchets auraient été reconditionnés sur le site ICPE dans des GRV (grands récipients vrac) de 1 000 L. Le camion citerne aurait ensuite été rincé et nettoyé sur un second site exploité par la société, situé 2 rue Thimonnier, non soumis à la réglementation ICPE. Ce nettoyage aurait conduit à la pollution observée. Les analyses de pH en sortie du site suspecté ont confirmé une acidité marquée, cohérente avec les niveaux relevés dans le cours d'eau et dans le réseau d'eaux pluviales ayant engendré la pollution. Un rapport d'accident a été transmis à la DREAL dans les 15 jours suivant l'accident conformément à l'arrêté préfectoral. L'exploitant a précisé que, habituellement, les citernes sont rincées sur le site ICPE afin de mieux contrôler les rejets. Toutefois, aucun des deux sites de l'exploitant n'est autorisé à réaliser des opérations de nettoyage de conteneurs et de citernes ayant contenu des déchets dangereux, cette activité relevant de la rubrique 2795 de la nomenclature ICPE. Conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, une mise en demeure de régularisation sera proposée à Monsieur le préfet de l'Orne.

Un procès-verbal de constat a été dressé en lien avec la pollution.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est mis en demeure de régulariser la situation au regard de la pratique de nettoyage de conteneurs et citerne relevant de la rubrique 2795, soit en cessant l'activité, soit en déposant une déclaration ou autorisation (selon le volume d'eau mis en œuvre) à cette rubrique en ayant une attention particulière aux conditions de gestion des contenants et à la surveillance des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des déchets dangereux liquides
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel. Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités susceptibles d'être mise en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.
Constats : Les stockages de déchets d'acide fluorhydrique incriminés dans la pollution ont pu être observés sur le site, ils sont stockés en GRV mais ne sont pas sur rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la mise sur rétention de l'ensemble des contenants de déchets dangereux sous 3 mois. Une mise en demeure sera proposée à Monsieur le préfet de l'Orne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des surfaces
Prescription contrôlée :

La société YVES MADELINE, exploitant une installation de transit de déchets rue René Prieur à Flers sous le numéro SIRET 311 127 195 00056, ci-après désigné l'exploitant, est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 modifié susvisé

« L'ensemble des dispositifs et éléments concourant à la protection des sols et des eaux souterraines (rétentions, revêtements de surface extérieurs et intérieurs, réseaux enterrés et canalisations, regards, séparateurs/débourbeurs...) doit faire l'objet de contrôles périodiques visant à vérifier leur niveau de vieillissement, leur intégrité et leur capacité à assurer l'isolement des sols et des eaux souterraines. Une liste de ces dispositifs et éléments est établie par l'exploitant, chaque élément est vérifié tous les trois ans au minimum. Les résultats détaillés de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute dégradation d'un dispositif ou élément constatée dans le cadre de ces contrôles doit faire l'objet d'actions correctives, dans un délai maximum de 6 mois après le contrôle. »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura mis en place et consigné les contrôles périodiques des dispositifs mentionnés (au minimum un contrôle périodique pour chaque équipement) et qu'il aura réalisé la réfection de l'enrobé en entrée de site.

Constats :

La partie d'enrobé fissurée, et notamment celle à l'entrée du site qui avait fait l'objet d'une attention particulière lors de l'inspection du 23/07/2024, a été refaite de manière à prévenir l'infiltration des eaux de ruissellement vers les eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

La société YVES MADELINE est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Articles 14.12.1 à 14.12.4 de l'arrêté du 18 avril 2005 modifié susvisé :

« Article 14.12.1 - Analyses Les échantillons sont prélevés, conservés, manipulés et analysés en respectant les méthodes de référence indiquées à l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé. Les campagnes de prélèvement sont réalisées dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur (norme NF X 31-615). Les fiches de prélèvement sont scrupuleusement remplies à chaque campagne de prélèvement en indiquant notamment la profondeur de prélèvement, le temps de purge, le volume purgé, etc. Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent. Une esquisse piézométrique est réalisée à chaque campagne de prélèvement afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines à chaque campagne. Les procédures sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance, de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et

ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications sont apportées à la réalisation de ces différentes procédures, l'exploitant en informe au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications n'entraînent pas de variation significative des résultats.

Article 14.12.2 - Réseau de surveillance Le réseau de surveillance se compose au minimum de trois piézomètres (un en amont et deux en aval, dont la profondeur et l'emplacement sont déterminés sur la base d'une étude hydrogéologique°. L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres. Les têtes des piézomètres sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules). En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, le responsable du suivi informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.

Article 14.12.3 - Fréquence La première campagne de surveillance est réalisée au plus tard 6 mois après notification du présent arrêté, puis la surveillance est exercée à minima une fois tous les deux ans. Les modalités et fréquences de la surveillance des eaux souterraines pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 14.12.4 - Paramètres Les paramètres recherchés sur les piézomètres susvisés sont au minimum : (tableau non reproduit) »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura implanté un réseau de piézomètres pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site et transmis les résultats de la première campagne d'analyses à l'inspection des installations classées.

Constats :

À la suite du recours gracieux formé par la société contre l'arrêté de mise en demeure en date du 19 septembre 2024, celle-ci a notamment invoqué sa volonté de bénéficier de l'exemption de surveillance des eaux souterraines, prévue à l'article 14.12 de l'arrêté préfectoral.

Cet article prévoit qu'une dispense de surveillance peut être accordée, à condition qu'une évaluation systématique du risque de pollution démontre l'absence de menace pour la qualité des eaux souterraines.

Dans ce cadre, l'exploitant a procédé à trois campagnes d'analyse sur des échantillons prélevés en sortie du séparateur à hydrocarbures, aux dates suivantes : 10 septembre 2024, 7 novembre 2024 et 20 mars 2024. Ces analyses ont été réalisées par un laboratoire certifié COFRAC, et ont porté sur les paramètres définis dans l'arrêté ministériel du 18 avril 2005.

Aucun dépassement des valeurs limites de rejet n'a été constaté et aucune menace pour la qualité des eaux souterraines n'a été identifiée. Toutefois, en l'absence de connaissances approfondies sur les modalités d'exercice des opérations de nettoyages de conteneurs et de citerne, la DREAL considère que cette activité est susceptible de présenter un risque important pour les eaux souterraines et suspend sa décision de non réalisation des piézomètres à l'examen des conditions de nettoyage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 3 mois, dans le cadre de la régularisation éventuelle de la pratique de nettoyage de conteneurs et de citerne, une évaluation des risques de contamination des eaux

souterraines par cette pratique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société YVES MADELINE est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :</p> <p>Article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2011 susvisé : « [...]L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter la contamination des eaux pluviales par leur ruissellement sur les colis ou les cuves de déchets entreposés sur la plateforme de transit. A cet effet, tous les déchets conditionnés devront impérativement être entreposés sous abri. »</p> <p>Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura rétabli la couverture de la benne de graisse. Les entreposages de déchets dangereux devront également être maintenus sous abri.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le bac à graisse, précédemment laissé ouvert lors de la dernière inspection, était désormais correctement fermé. L'exploitant a installé une armoire de stockage avec rétention pour entreposer les déchets dangereux à l'abri des intempéries. Toutefois, plusieurs éléments subsistaient à l'extérieur au moment du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux GRV non abrités étaient positionnés en haut du quai de réception, le long d'une glissière. Selon l'exploitant, ils étaient vides. • Quatre GRV non abrités étaient en cours de nettoyage au niveau du quai de déchargement. • Sept GRV nettoyés étaient entreposés le long du quai, côté entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des réservoirs aériens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société YVES MADELINE est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :</p>

Article 18.4 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 susvisé :

« Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules. Des dispositifs de mesure de niveau équipent les réservoirs aériens. [...] »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura réparé la jauge du réservoir vertical de 5m3.

Constats :

L'exploitant a indiqué par courrier le 12 mars 2025 avoir réparé la jauge et a transmis des photos permettant de constater sa mobilité.

Type de suites proposées : Sans suite